

MARCHE DE PÂQUES 2021

Yes, we care!

En 2020, la pandémie a interrompu la longue tradition de la Marche de Pâques. Nous ne savons toujours pas si nous pourrions longer l'Aar jusqu'au Münsterplatz pour lancer un signal en faveur de la paix cette année. Mais grâce à des solutions créatives en cette situation particulière, la préparation de la Marche de Pâques 2021 est déjà bien lancée.

KISHOR PAUL

Il ne nous aura pas fallu longtemps pour trouver le thème de la Marche de Pâques 2021. Yes we care : nous appelons les gens à prendre soin les un-e-s des autres. Car c'est la seule façon que nous avons de surmonter des crises, qu'il s'agisse d'une pandémie ou d'une situation de guerre.

Dans le cadre de la crise sanitaire, ce sont souvent les femmes qui s'occupent des patient-e-s dans les hôpitaux ou des résident-e-s



Ce n'est pas encore clair si la Marche de Pâques 2021 pourra avoir lieu. La planification avance. Photo: Klaus Petrus

Chère lectrice, cher lecteur

Quelle année 2020 ! Après notre résultat sensationnel contre les nouveaux avions de combat, nous avons une nouvelle fois frappé fort en obtenant 42,5% de OUI à l'initiative contre le commerce de guerre. Ainsi, nos revendications ont été soutenues à deux reprises par plus d'un million de personnes à travers toute la Suisse. Si certain-e-s n'en étaient pas encore convaincu-e-s, le doute n'est désormais plus permis : le mouvement antimilitariste est bien vivant en Suisse et il gagne du terrain.

Mais comme le dit la formule consacrée, la lutte continue ! Et il y a de quoi faire : alors que la réforme chicanière de la loi sur le service civil a été coulée en juin dernier, la prochaine offensive en matière d'obligation de servir est déjà sur le pas de la porte. Elle porte un nom : le service citoyen.

Au niveau international, la Suisse continue de jouer un rôle peu reluisant en plaçant ses intérêts économiques et les profits de ses entreprises au-dessus des vies humaines, que ce soit en laissant l'entreprise azérie Socar faire des affaires sur son territoire, en exportant toujours plus de matériel de guerre ou encore en produisant des composantes pour des armes destructrices au Haut-Karabagh.

Si ce militarisme ambiant est peu réjouissant, c'est avec une équipe renouvelée et pleine de motivation que le GSSa entre dans cette nouvelle année, que nous espérons pleine de succès pour la politique de paix ici et ailleurs.

Nous vous souhaitons une agréable lecture,

Thomas Bruchez et
toute l'équipe de rédaction

SOCAR

Action pour dénoncer la complicité sanglante entre la Suisse et Socar

Le 17 décembre, nous avons bloqué l'entrée de l'une des filiales de Socar – Socar Trading SA – à Genève pour dénoncer la participation active et néfaste de cette entreprise, qui réalise la plus grande part de son chiffre d'affaires en Suisse, dans le conflit sanglant qui a opposé l'Azerbaïdjan et l'Arménie dans la région du Haut-Karabagh. ALINE BRESSOUD

Pendant plusieurs mois, un conflit armé entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie s'est déroulé dans la région du Haut-Karabagh. Ce conflit a tué des milliers de personnes, dont de nombreux civils, et a contraint de nombreuses autres personnes à fuir. Ce conflit a aussi été le théâtre de nombreux crimes de guerre. Pourtant la Suisse n'est pas tout à fait étrangère à ce conflit.

LE RÔLE DE LA SUISSE

Depuis de nombreuses années, la Suisse a en effet permis à l'entreprise Socar de développer ses activités sur son territoire au point que Socar réalise aujourd'hui plus de 76% de son chiffre d'affaires total en Suisse. Or, Socar est l'une des plus importantes compagnies pétrolières et gazières d'Azerbaïdjan. En mains de

l'Etat, elle permet à l'Azerbaïdjan de compter sur des revenus importants issus du pétrole. Ces ressources financières ont ainsi permis à l'Etat d'Azerbaïdjan d'investir massivement dans l'armement et de financer une armée moderne qui, additionnée à l'aide matérielle des puissances telle que la Turquie et Israël, lui a permis de remporter la victoire.

UNE PROPAGANDE MILITARISTE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Mais outre sa participation active dans la politique d'armement massive de l'Etat d'Azerbaïdjan, Socar s'est également impliquée d'une autre manière dans ce conflit. En effet, tout au long du conflit, cette entreprise n'a cessé de distiller la haine contre les Arméniens et de

publier de la propagande militariste et guerrière en faveur de l'armée azérie sur les réseaux sociaux. C'est pourquoi, nous avons manifesté devant l'entrée de Socar Trading SA pour dénoncer cette situation qui est d'autant plus problématique que la Suisse en tant qu'Etat dépositaire des Conventions de Genève ne devrait pas tolérer qu'une telle entreprise s'enrichisse massivement sur son territoire.



Action devant Socar Trading SA à Genève. Photo : Demir Sönmez

Impressum

Rédaction : Aline Bressoud (ab), Thomas Bruchez (tb, responsable), Michael Christen (mc), Nicolas Félix (nf), Adi Feller (af), Magdalena Küng (mk), Nadia Kuhn (nk), Josef Lang (jl), Moritz Lange (ml), Lewin Lempert (ll), Oger (og), Martin Parpan (mp), Kishor Paul (kp), Laura Riget (lr), Judith Schmid (js, responsable), Tobia Schnebli (ts), Andreas Weibel (aw)

Abonnement : 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSSa sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSSa, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili | **Tirage :** 4'800 exemplaires **Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE

Information aux soldats

L'Armée suisse souhaite accroître sa présence dans les écoles. Il est donc grand temps de mettre à nouveau en évidence ce que le GSSa offre aux soldats en termes d'informations et de conseil. MORITZ LANGE

Je ne veux pas servir dans l'armée pour des raisons de conscience, que dois-je faire ? Le service militaire n'a plus aucun sens pour moi, comment puis-je le quitter ? J'aimerais quitter le service militaire pour le service civil, mais mon commandant ne me donne pas d'informations à ce propos, pourriez-vous m'aider ? Le GSSa reçoit régulièrement ce genre de questions, surtout lorsque l'école de recrue débute, deux fois par an. Au fil du temps, nous avons donc pu rassembler un grand nombre d'informations très précieuses en ce qui concerne le recrutement, le service civil et la protection civile. Nous transmettons ces informations, que ce soit par

courriel ou par téléphone, à des recrues en quête de conseils, à des mères de recrues qui cherchent de l'aide, mais également à des soldats actifs. Les requêtes venant d'officiers qui en ont marre de l'armée ne sont pas rares.

L'offre de conseils du GSSa reste nécessaire en grande partie parce que l'État et l'armée remplissent plutôt mal que bien leur devoir d'information. Par exemple, les alternatives au service militaire ne sont souvent pas assez bien expliquées. Par ailleurs, on a pu lire dans les médias que l'armée voulait promouvoir le service militaire dans les écoles. Or, des représentant-e-s du service civil ou encore du GSSa ne

sont pas autorisé-e-s à participer à ces événements. Même situation lors des journées d'information ou du recrutement, où c'est presque exclusivement l'armée qui est promue. Avec un peu de chance, on peut dénicher quelques informations sur le service civil et la protection civile en marge de ces événements. C'est pourquoi un grand nombre de jeunes hommes ne connaissent pas suffisamment leurs droits et les possibilités qui leur sont offertes, ce qui les oblige à chercher ces informations par eux-mêmes. Le pôle de conseil aux soldats du GSSa peut leur être utile dans ce contexte, car il offre de l'aide en cas de problèmes pendant le service militaire, et propose des informations sur les possibilités qu'offre le service civil et sur les façons de quitter l'armée.

Si vous aussi, vous avez besoin de conseils, n'hésitez pas à consulter la page suivante : <https://www.gssa.ch/armee-und-zivildienstanfragen/>

INITIATIVE CONTRE LE COMMERCE DE GUERRE

Un succès important malgré la défaite

Après la votation sur l'initiative contre le commerce de guerre, une évaluation à posteriori est tout aussi utile qu'un regard vers l'avenir. NADIA KUHN

Le 29 novembre, 42,5% des votant-e-s ont dit OUI à l'initiative contre le commerce de guerre. C'est également un OUI pour une Suisse qui prend ses responsabilités sur le plan international et qui ne finance plus la production de chars, de bombes ou d'armes nucléaires. Ce résultat a été précédé par une campagne vivante et créative, longue de plusieurs années et qui avait débuté avec une action spectaculaire. Nous aurons tout tenté, des actions devant des grandes banques au graffiti « l'argent pour les armes tue » de Louise Schneider sur la façade de la BNS.

Les 600'000 flyers que nous avons distribué dans les boîtes aux lettres de la population ont constitué le cœur de la campagne. S'ajoutent à cela les 1,4 millions de personnes que nous avons pu toucher sur différents réseaux sociaux, les 6000 drapeaux accrochés aux fenêtres et les nombreuses personnes qui portaient un

masque arborant un « OUI » – tout cela en pleine pandémie.

Malheureusement, ça n'a pas suffi pour gagner le 29 novembre. Mais soyons honnêtes : lorsque nous avons lancé cette initiative il y a trois ans, nous n'aurions jamais pensé obtenir un si bon résultat. Car nous avons dû lutter contre la puissance financière combinée de tous les partis bourgeois et du lobby de l'armement, ainsi que contre leur campagne qui n'aurait pas pu être plus populiste. Il est d'autant plus réjouissant que, grâce à notre initiative, certaines caisses de pension se soient débarrassées de leurs placements auprès de producteurs de matériel de guerre et d'armes nucléaires. Il s'agit là de résultats concrets qui rendent le monde un petit peu plus pacifique.

Ce résultat constitue non seulement un score honorable, mais aussi un véritable changement dans le paysage de la politique de sécurité en

Suisse – un changement rendu encore plus apparent par le résultat très serré du référendum contre l'achat de nouveaux avions de combat en septembre. L'époque où la politique de sécurité suisse consistait à acheter toujours plus d'armes est révolue.

LA SUITE

La proportion élevée de OUI est un signe que la Suisse ne peut pas revenir au statut quo. Notamment car l'interdiction d'investir dans du matériel de guerre proscrit tel que des armes nucléaires, biologiques et chimiques, les mines anti-personnel et les armes à sous-munition n'était pas contestée pendant la campagne. Cette interdiction d'investissement doit donc être élargie de suite, pour qu'elle inclue le financement indirect (par exemple l'achat de titres ou la participation à des fonds). Priska Seiler-Graf a déjà déposé une motion dans cette optique. Celle-ci est soutenue par des politicien-ne-s du PS, des Vert-e-s, du PEV et des Vert'libéraux.

Au cours de cette campagne, il est également

apparu que le SECO ne vérifiait que rarement si l'interdiction de financement direct était respectée. Une étude¹ commanditée par le comité d'initiative a révélé que Crédit Suisse et UBS finançaient directement des entreprises actives dans le commerce d'armes nucléaires. De janvier 2018 à septembre 2020, Crédit Suisse a autorisé un financement de producteurs d'armes nucléaires à hauteur de 2,5 milliards. Chez UBS, il s'agissait de 628 millions. Le SECO, lui, prétend n'avoir rien su. Un contrôle sérieux et régulier des banques est donc nécessaire, afin qu'elles remplissent au moins ces exigences minimales.

La prochaine initiative traitant de la politique de paix, l'initiative correctrice, est déjà lancée. Le fait que le Conseil national ait approuvé l'arrêt total des exportations de matériel de guerre vers les membres de la coalition militaire emmenée par l'Arabie saoudite dans la guerre au Yémen nous rend optimistes. Cela montre que les choses peuvent bel et bien changer en politique.

¹https://kriegsgeschaeft.ch/wpcontent/uploads/2020/11/2019_115_Swiss_investments_in_arms_companies_201022_International.pdf

ACHAT D'AVIONS DE COMBAT

Manque de transparence et immixtion des services secrets américains ?

Après le très petit OUI au chèque en blanc pour de nouveaux avions de combat, place à la folie du lobby de l'armement. LAURA RIGET

Même si plusieurs mois se sont écoulés depuis, nous nous souvenons encore de ce dimanche de votations en septembre. En effet, seules 8600 voix nous séparaient d'un extraordinaire NON au crédit d'achat de plusieurs milliards pour de nouveaux avions de combat. Le camp du OUI avait fait de cette votation un scrutin sur l'existence de l'armée elle-même. Malgré cette exagération, presque 50% de la population s'est prononcée contre l'objet en question. Le

DDPS n'a donc vraiment pas de quoi faire la fête. Nous espérons, naïvement peut-être, que le DDPS prendrait note de cette majorité aléatoire et qu'il se montrerait ainsi prêt au dialogue – notamment car le crédit octroyé définit certes la somme maximale pouvant être dépensée, mais ne contraint pas le DDPS à tout dépenser. Il existe également une marge de manœuvre en ce qui concerne le nombre et le modèle des avions : l'armée pourrait par exemple renoncer à l'achat

des avions américains controversés. Or, jusqu'à présent, rien n'indique que le DDPS prenne l'opinion des 49,85% de la population au sérieux.

LE RÔLE DES SERVICES SECRETS AMÉRICAINS

Nous l'avons dit et répété, les magouilles et le manque de professionnalisme que l'on a pu observer lors d'autres acquisitions du DDPS ne doivent pas être tolérées. Des informations qui proviennent du nord de l'Europe nous révèlent que nos craintes sont malheureusement fondées. La Norvège, comme le Danemark avant elle, a

décidé d'acheter le F-35, un avion de combat américain. Les 52 appareils constituent l'achat public le plus important jamais effectué en Norvège. A présent, la presse norvégienne nous apprend que les États-Unis auraient espionné le processus d'acquisition des avions au Danemark et potentiellement aussi en Norvège.

La Suisse, elle, se trouve maintenant en plein processus d'évaluation, qui devrait se terminer par le choix d'un modèle à la fin du deuxième trimestre. Le modèle américain F-35 fait partie des avions proposés. Il est donc plus que jamais essentiel que nous insistions pour que ce processus d'acquisition soit transparent. Nous réfléchissons également à la possibilité de lancer une initiative contre l'achat d'un modèle concret, en fonction de ce qui se passera ces prochains mois. Nous ne lâcherons rien !

RÉSERVE DE MUNITIONS DE MITHOLZ

73 ans d'échec étatique

Ce qui s'annonçait ces derniers mois est à présent avéré : les habitant-e-s de Mitholz vont devoir quitter leur village pour dix ans. La Confédération refuse toujours de revenir sur ses innombrables erreurs dans cette affaire. JONAS KAMPUS

En décembre 1947, le village de Mitholz a été détruit. Cette tragédie a coûté la vie à neuf personnes. Des centaines de personnes ont perdu leur logement en l'espace d'une nuit. L'explosion du dépôt de munitions secret de l'armée, dissimulé dans la montagne avait fait s'effondrer une partie de celle-ci et démolit le village de Mitholz. Ce dernier a été entièrement reconstruit par la suite.

Selon deux rapports, datant des années 1940 et 1980, les munitions qui n'avaient pas encore explosé ne représentaient aucun danger. Adolf Ogi, ancien Conseiller fédéral et ministre de la défense avait même dit en 2018 au journal Berner Oberländer qu'il était toujours parti du principe que toutes les munitions avaient explosé en 1947. Toutefois, la même année, le Conseil fédéral demandait une nouvelle évaluation de la situation et a dû constater que plusieurs tonnes d'explosifs dangereux se trouvaient encore sous les éboulis.

ÉVACUATION

Le site de Mitholz, qui devait faire place à un centre de calcul de la Confédération, a été entièrement vidé et n'est plus placé sous secret. Au cours de l'année passée, le DDPS a informé les habitant-e-s de Mitholz qu'ils-elles devront quitter leur village au plus tard dans dix ans et pour une durée d'au moins dix ans, un coup dur qui a provoqué la colère de la population.

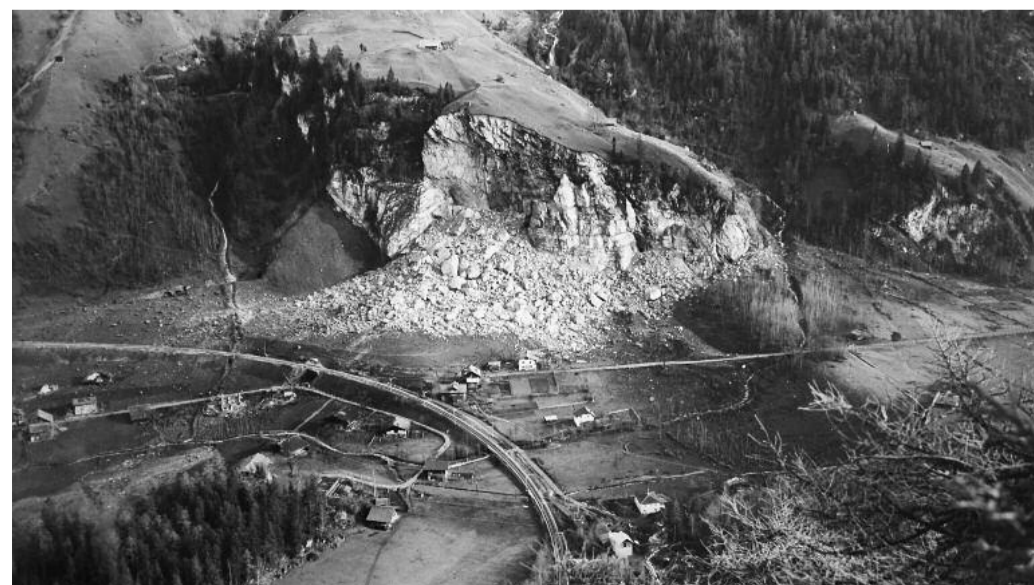
Personne ne sait si Mitholz renaîtra de ses cendres dans vingt ans, après les travaux d'assainissement. Une enquête du DDPS nous informe toutefois que plus de 80% de la population du village ne pense pas y retourner si ces travaux durent dix ans.

Le dossier Mitholz occupera encore longtemps le Parlement et le Conseil fédéral. Au total, il coûtera entre 500 millions et un milliard de francs, financés par des crédits du DDPS. Or, ni le Conseil national, ni le Conseil fédéral

ne souhaitent analyser les erreurs faites au cours des 73 dernières années. Une intervention de Jürg Grossen, qui visait à créer une commission d'enquête, a été rejetée début 2020. Néanmoins, une chose est sûre : l'affaire Mitholz est loin d'être classée.

La destruction du village en 1947 était impressionnante.

Photo : Leupin & Schwank, Bern, Schweizerisches Bundesarchiv E5150A#2008/190#204*



SERVICE OBLIGATOIRE

SERVICE CITOYEN

Service citoyen : une idée à oublier

L'association suisse pour la promotion de l'engagement de milice prévoit de lancer une initiative cette année pour introduire un « service citoyen » obligatoire. De prime abord, cette proposition semble intéressante, mais si l'on y regarde de plus près, on se rend compte qu'elle ne sert qu'à renforcer l'armée et qu'elle mène au dumping salarial. De plus, elle va à l'encontre du Pacte II de l'ONU, relatif aux droits civils et politiques. LEWIN LEMPERT

Qui ne serait pas en faveur d'une proposition qui voudrait qu'il existe un service ouvert à toute personne, peu importe son genre, qui remplacerait le service militaire obligatoire et dont beaucoup de formes « d'engagement de milice » feraient partie ? Vu sous cet angle, probablement personne. Et qui serait en faveur d'un service obligatoire pour tous les jeunes, qui serait mal payé, pour lequel il faudrait déplacer sa formation, et qui empêcherait les gens de s'engager bénévolement pour des causes qui leur sont chères ? Probablement personne. Or, ces deux propositions décrivent, de deux façons différentes, la même idée, celle de l'introduction d'un service citoyen obligatoire. On entend souvent qu'il s'agit de rendre quelque chose à la société au moyen de ce « service pour la collectivité ». Or, un-e militant-e politique, des petits-enfants qui aident leurs grands-parents ou des entrepreneurs-euses sociaux contribuent aussi au bien commun. Cette idée du service citoyen a des similarités avec le commerce des indulgences du Moyen Âge : en accomplissant une année de service, on en a assez fait et l'on peut ignorer les intérêts de la société dans son ensemble pendant le reste de sa vie.

INITIATIVE DE DUMPING SALARIAL

L'organisation néo-libérale Avenir Suisse soutient l'idée du service citoyen depuis des années. Ce n'est pas surprenant, car elle permettrait de créer des milliers d'emplois mal payés dans le domaine de l'éducation et de la santé au détriment de véritables investissements et de bons salaires dans ces secteurs. Chaque année, 60'000 jeunes devraient effectuer ce service. Selon le texte de l'initiative, 20'000 parmi eux devraient obligatoirement accomplir un service militaire, les autres devraient effectuer ce « service citoyen » encore peu défini. Trouver des lieux d'affectation adéquats pour un tel nombre de personnes relève d'un immense défi. Il est donc fort probable que le manque de personnel dans certains secteurs serait compensé par des jeunes mal payés et peu formés. Cela exercerait une pression supplémentaire sur les salaires dans ces branches et mènerait à du dumping salarial. En effet, pourquoi un-e directeur-riche d'hôpital engagerait-il-elle un-e soignant-e pour 7000 francs par mois alors que de nombreux-ses jeunes leurs sont mis à disposition de force par le service citoyen ?

UNE PROPOSITION QUI RENFORCE L'ARMÉE

Si on lit attentivement le texte de l'initiative, on se rend très rapidement compte que le principe d'une armée avec beaucoup de soldats est réaffirmé. Ainsi, le texte d'initiative prévoit que « le service citoyen doit être mis en œuvre de manière à ce que les effectifs réglementaires de l'armée soient garantis ». Actuellement, l'effectif réglementaire est de 100'000 soldats, et l'effectif réel de 140'000. L'initiative pour un service citoyen réaffirme donc l'idée d'une armée très chère et à grands effectifs. Par ailleurs, l'initiative ne prévoit pas de choix possible entre un service militaire et un service à la société. Ainsi, la marge de manœuvre pour une réforme significative de l'armée serait plus restreinte et l'armée deviendrait plus forte.

L'INITIATIVE AFFAIBLIT L'ENGAGEMENT BÉNÉVOLE ET LE TRAVAIL DE CARE

Le travail de care, fourni en grande partie par des femmes, est l'un des grands sujets de notre époque. Le but n'est pas de dédommager le travail de care dans son ensemble, mais de mieux le répartir au sein de la société. Il doit également être reconnu à sa juste valeur, car s'occuper des enfants ou des personnes vulnérables ou âgées, d'effectuer des soins, tout comme le fait de procurer de la nourriture, de l'hygiène et un sentiment de sécurité forment le fondement de notre société. Or, un service citoyen obligatoire constitue une attaque et non un renforcement de ce travail. Le fait de le reconnaître en tant que service à la société pourrait certes mener à une revalorisation symbolique, mais le fait de le rendre obligatoire n'aurait que l'effet contraire. La contrainte dissuaderait les gens de s'engager volontairement dans ce travail de care, comme c'est déjà le cas pour le service militaire obligatoire. Car un service obligatoire ne permettra pas de créer un système qui inciterait à « plus d'entraide et de solidarité ». Ce service de milice obligatoire aggraverait donc la crise dans le domaine du care. En outre, il aurait également des conséquences sur l'engagement bénévole de nombreux jeunes. En effet, quel genre de « travail de milice » serait accepté pour le service citoyen ? Ce sera au Parlement à tendance bourgeoise de définir cela. Le résultat serait catastrophique, car il est fort probable que ni l'engagement pour Grève du Climat, ni l'organisation d'un tournoi de jass dans un village ne puissent faire partie de l'engagement bénévole,

tout comme le fait d'entretenir des jardins urbains, le fait de rendre visite à sa grand-mère ou de promener un chien venant d'un refuge. Ces activités ne seraient donc toujours pas aussi appréciées par la société qu'elles devraient l'être. En outre, les jeunes auraient moins de temps pour s'engager bénévolement à cause du service citoyen. Au contraire, ils seraient utilisés comme main d'œuvre pour combler des lacunes volontaires laissées par la politique dans les secteurs à bas salaire.

L'INITIATIVE VIOLE LE DROIT INTERNATIONAL

Un dernier argument devrait permettre de couper court à toute discussion autour du service citoyen : un service obligatoire pour tou-te-s les citoyen-ne-s n'est pas en accord avec le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui interdit le travail forcé. Le service militaire est toujours, malheureusement, une exception. Il doit toutefois obligatoirement exister une alternative civile au service militaire. Or, le service citoyen ne constitue pas un service civil de remplacement. Il forcerait plutôt 60'000 jeunes par an à fournir un « service à la collectivité » mal payé et parfois dans des lieux d'affectation douteux. Même le professeur émérite de droit international Rainer J. Schweizer exprimait des réticences qu'il faut prendre au sérieux : « Je ne suis pas sûr qu'il soit judicieux de vouloir combler des lacunes dans des domaines où il y a un manque de main-d'œuvre par un service citoyen. ». Au lieu de restreindre les libertés des jeunes personnes par un service obligatoire, qu'il soit militaire ou non, il serait préférable pour notre société d'introduire un service civil facultatif. Ainsi celles et ceux qui n'ont pas la possibilité de s'engager bénévolement dans leur temps libre auraient la possibilité d'effectuer un service bénévole social pendant un an. L'exemple de

l'Allemagne nous montre qu'il est tout à fait possible de trouver assez de personnes intéressées pour cela. Ce type de bénévolat institutionnalisé serait bien plus adapté à l'engagement de milice en Suisse qui, mis à part l'obligation de servir, a toujours bien fonctionné sans contrainte.

MOTION DU PLR POUR UN SERVICE CITOYEN

(mk) Dans une motion, le PLR chargeait le Conseil fédéral d'élaborer une proposition pour l'instauration d'un service citoyen obligatoire. Celui-ci garantirait les effectifs de l'armée et de la protection civile. Le Conseil fédéral a rejeté la motion, le Parlement ne l'a pas encore traitée. Mais une chose est sûre : cette motion vise à augmenter le nombre de personnes à disposition pour l'armée sous couvert d'arguments tels que l'importance de l'engagement personnel de tou-te-s et l'égalité entre hommes et femmes. Les « libéraux » ne semblent toujours pas avoir compris à quel point les services et l'assistance bénévoles sont importants pour notre société. Si on la compare au projet de l'association suisse pour la promotion de l'engagement de milice, la proposition du PLR se concentre encore davantage sur un renforcement de l'armée en prétendant être en faveur d'un service citoyen.



LA LOI FÉDÉRALE SUR LES PRESTATIONS DE SÉCURITÉ PRIVÉES FOURNIES À L'ÉTRANGER

Une harmonisation par le bas

En juin 2019, la décision du DFAE d'interdire à l'entreprise Pilatus de poursuivre ses activités en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis a fait grand bruit. Cette affaire a mis en évidence la divergence entre différentes bases légales applicables à des situations pourtant relativement proches. Un groupe de travail a été mis en place pour analyser ces enjeux juridiques et proposer des solutions concrètes d'harmonisation, ce qui a déjà mené à une modification de l'ordonnance sur les prestations de sécurité fournies à l'étranger. ALINE BRESSOUD

L'année passée, le DFAE a contraint l'entreprise Pilatus à arrêter son activité qui consistait à fournir des services d'assistance techniques pour les 55 avions d'entraînement « Pilatus PC-21 » de l'armée saoudienne au motif que ces prestations étaient incompatibles avec les objectifs de politique étrangère de la Suisse. Cette affaire a ainsi démontré qu'il existait de nombreux chevauchements parfois contradictoires au niveau légal. En effet, l'entreprise Pilatus exportait des avions militaires d'entraînement et fournissait ensuite les services d'assistance technique correspondants. Or, si l'exportation de matériel de guerre et de biens militaires spécifiques sont régies respectivement par la loi fédérale sur le matériel de guerre (LFMG) et la

loi sur le contrôle des biens (LCB), les services annexes tel que l'entretien et la formation relèvent du champ d'application de la loi fédérale sur les prestations de sécurité privées (LPSP). L'obtention des autorisations nécessaires est donc soumise à des régimes distincts révélant un manque de coordination au niveau des différents services.

Le 21 février 2019, un groupe de travail interdépartemental a ainsi été chargé d'évaluer la cohérence dans le traitement de cas qui recourent ces trois bases légales afin de trouver des solutions appropriées en matière d'harmonisation. En parallèle, de nombreuses interventions parlementaires ont été déposées dans les deux chambres fédérales.



Quelles sont les conséquences de la révision de la LPSP sur les prestations de sécurité privées à l'étranger – par exemple sur le PC-21 ? Photo : https://commons.wikimedia.org/wiki/Category:Pilatus_PC-21#/media/File:New_Saudi_PC-21.JPG

HAUT-KARABAKH

Des drones de combat avec des moteurs suisses

L'automne passé, pendant la guerre dans le Haut-Karabakh, l'armée arménienne a abattu un drone de combat israélien. Celui-ci contenait un micromoteur fabriqué en Suisse. Ce genre d'exportation est légale, mais aucunement légitime. JUDITH SCHMID

L'été passé, le conflit qui perdure depuis plus d'un siècle entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan autour du Haut-Karabakh s'est à nouveau enflammé. L'éclatement de la guerre a fait des milliers de morts des deux côtés et a contraint environ 100'000 personnes à fuir. Le cessez-le-feu du 9 novembre a officialisé la défaite de l'Arménie.

En octobre déjà, il devenait évident que l'Arménie était inférieure militairement parlant. Alors qu'il essayait d'en découvrir les raisons, Vahe Saruckhanyan, journaliste d'investigation auprès du portail d'information « Hetq » a découvert les restes d'un drone israélien de type Harop sous les décombres. Ce drone avait été utilisé par l'armée azerbaïdjanaise. Mais avant que ce drone kamikaze ne puisse remplir sa mission, qui était d'exploser sur commande, il a été abattu par l'armée arménienne. Sur les restes d'un cylindre métallique, les mots « Swiss made » étaient clairement lisibles.

UN PRODUIT INDUSTRIEL STANDARD

Ce cylindre métallique est un moteur permettant aux ailes du drone de se déployer. Il a

été produit par l'entreprise Faulhaber Minimotor SA au Tessin. Saruckhanyan s'est donc tourné vers la SRF, la radio-télévision suisse-allemande, où le journaliste Tobias Gasser a repris l'enquête. Les réponses qu'il a obtenues font l'effet d'une douche froide. Dans son communiqué, l'entreprise Faulhaber assure s'en être toujours tenue aux conditions d'exportations suisses. Le SECO confirme que c'est bien le cas, car ce genre de moteur électrique n'est pas soumis à la loi sur le contrôle des biens. Il peut par conséquent être exporté sans autorisation préalable. Ce moteur ne constitue donc ni du matériel de guerre, ni un bien à double usage. Il équivaut à un produit industriel standard, qui peut ainsi être vendu sans contrôle quelconque, même si l'acheteur est clairement une entreprise d'armement, comme c'est le cas ici avec l'entreprise « Israel Aerospace Industries » (IAI).

DES CHANGEMENTS NÉCESSAIRES DANS LA PRATIQUE EN MATIÈRE D'EXPORTATIONS

Ce genre de pratique d'exportation ne pose pas uniquement des problèmes d'ordre diplo-

UNE HARMONISATION PAR LE BAS

Dans un rapport daté de juin 2020, un groupe de travail de l'ONU s'inquiétait déjà des récentes discussions qui souhaitaient réduire le champ d'application de la loi. Ce groupe de travail les percevait « comme une évolution susceptible d'anéantir les progrès réalisés sur le plan réglementaire et d'affaiblir la capacité de prévenir, à l'avenir, les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ». Ces craintes

étaient tout à fait fondées puisque la révision de l'ordonnance adoptée en novembre 2020 par le Conseil fédéral a tout d'une harmonisation par le bas. Ainsi, elle exempt dorénavant les entreprises de déclarer leurs activités « dans la mesure où l'exportation serait encore licite au moment de l'exercice de ces activités ». Il semble donc impératif de suivre le dossier de très près et d'observer les conséquences concrètes cette révision.

EXPORTATIONS DE MATÉRIEL DE GUERRE

Des armes au lieu de vaccins

Les chiffres des exportations de matériel de guerre restent très élevés. Cette situation est d'autant plus consternante que cet argent pourrait être utilisé à d'autres fins. ADI FELLER

Au troisième trimestre 2020, la Suisse a exporté du matériel de guerre pour un montant de 680 millions de francs. Le nombre élevé de véhicules blindés exportés vers le Danemark (135 millions), le Botswana (70 millions) et la Roumanie (58 millions) a attiré notre attention. La production sous licence pour le Piranha 5, un char de grenadiers de General Dynamics Mowag, une entreprise basée à Kreuzlingen, est particulièrement intéressante. L'armée roumaine a acheté 227 chars, qui doivent être assemblés à l'Uzina Mecanic București (UMB) pour ensuite être exportés vers d'autres pays. Dans le communiqué de presse de Mowag publié à l'occasion de l'inauguration de la nouvelle ligne de production, le président roumain fait explicitement allusion aux nouvelles opportunités d'exportation pour l'industrie de l'armement roumaine. La Suisse, elle, pourrait profiter d'une faille dans l'art. 18 al. 2 de la loi fédérale sur le matériel de guerre pour livrer des pièces détachées et des modules dans des pays de

l'Union européenne sans savoir qui sera le destinataire final de ces armes. Nous continuerons d'observer de près ces exportations.

CHAQUE FRANC DÉPENSÉ POUR DES ARMES MANQUE AUTRE PART

La crise sanitaire que nous vivons nous montre bien que l'argent que l'on dépense pour l'armement manque forcément dans un autre domaine, et ce surtout dans les pays les plus pauvres. Il existe plusieurs façons de dépenser cet argent pour la protection réelle de la population, le domaine de la santé ou la gestion de la crise climatique à long terme ne sont que des exemples. Mi-novembre, le Botswana a par exemple conclu un accord avec l'OMS dans le cadre de l'initiative COVAX qui garantit un accès au vaccin à au moins 20% de la population. Or, si moins d'argent était dépensé pour des blindés suisses, le pays pourrait vacciner toute sa population, et pas uniquement un cinquième d'entre-elle.



Les quelques mois de guerre ont dévasté la région du Haut-Karabagh. Photo : Yan Boechat/VOA https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Destroyed_housing_complex_in_the_Republic_of_Artsakh_due_to_bombardment_from_Azerbaijan_in_September-October_2020.jpg

matique. La question n'est pas de savoir comment la Suisse officielle peut expliquer à l'Arménie la présence du label « Swiss made » dans les décombres d'une guerre perdue. Une fois de plus, nous sommes face à une politique d'exportation hypocrite et moralement condamnable. Si la Suisse ne veut pas avoir autant de sang sur les mains à l'avenir, ce ne sont pas

seulement les règles pour l'exportation de matériel de guerre et des biens à double usage qui doivent être changées. Les « produits industriels standard » aussi doivent être examinés de plus près. Car, comme le montre le cas présent et l'utilisation ouvertement militaire de ces moteurs, ceux-ci devraient aussi faire partie de la catégorie des biens à double usage.

INTERNATIONAL



ANDREAS WEIBEL

UNE PERSONNE DÉCENTE

Même pour un président américain, il n'est pas trivial de déclencher une guerre. Pour cela, il faut une mission idéologique, une volonté de transformation, de la ténacité. Donald Trump n'avait rien de tout cela. Il n'était pas en mesure de se concentrer sur un sujet plus longtemps qu'il ne lui faut pour écrire les 280 caractères d'un tweet. Il a ainsi poursuivi les engagements militaires de ses prédécesseurs, sans grand enthousiasme, mais sans déclencher de nouveaux conflits.

Joe Biden est fondamentalement différent. Lui et son équipe essaieront de façonner le monde selon leurs idéaux. Son gouvernement a non seulement la volonté, mais aussi le pouvoir de le faire. Devons-nous donc craindre l'émergence de plus de conflits que sous Trump ?

Au cours de sa longue carrière, Biden a appris de ses erreurs. En tant que sénateur, il s'était prononcé pour la guerre en Irak, mais avait regretté cette décision plus tard. Par ailleurs, il a annoncé vouloir passer de l'égoïsme national qui était prédominant durant les quatre années perdues sous Trump, à un retour de son pays sur la scène du multilatéralisme. Durant les premiers jours de sa présidence, il annulera la décision de sortie des États-Unis de l'OMS et des accords de Paris.

En outre, il y a de nouveau de l'espoir pour l'accord sur le nucléaire conclu avec l'Irak. Pour Biden, il est évident que celui-ci constitue le meilleur moyen d'éviter une course aux armements nucléaires au Proche Orient.

Une nouvelle dynamique s'installera également dans la discussion entre la Russie et les USA au sujet du contrôle des armements. Biden a trop de problèmes à régler pour pouvoir se permettre une course aux armements nucléaires avec Poutine. La continuation des accords trouvés jusqu'à présent constitue néanmoins un défi, car les deux États voient la Chine comme un

ANDI VS. LENA

Y a-t-il de l'espoir ?

L'élection de Joe Biden bouscule les choses au niveau international. Quelle est la probabilité que les États-Unis jouent un rôle positif en matière de politique de paix ces prochaines années ?

nouveau concurrent et celle-ci n'a aucune envie de conclure un accord de maîtrise des armements.

Michael Moore, icône de la gauche américaine et réalisateur de *Bowling for Columbine* et *Fahrenheit 9/11* est optimiste. Après les élections, il attestait des valeurs traditionnelles de Joe Biden, qui seront décisives pour ces prochaines années. Selon Moore, ce dernier est un politicien profondément décent et une personne empathique. Espérons que ces valeurs se refléteront aussi dans la politique de sécurité du nouveau gouvernement.

MAGDALENA KÜNG

DAVANTAGE DE PAIX AVEC BIDEN ? NON.

Le contraste entre l'ancien et le nouveau président américain semble flagrant. Ce qui manquait à Trump en matière d'éloquence, de volonté d'avoir des positions (et une façon de parler) antidiscriminatoires et d'expérience politique, Biden le compense largement. Cela devrait rendre les aspects les plus visibles de la politique américaine plus compréhensibles. On se réjouit pour les États-Unis. Mais comme les États-Unis sont ce qu'ils sont, il faut toujours se demander si le reste du monde peut aussi se réjouir. Sou-

Quelles seront les conséquences du changement de présidence aux USA sur la politique de sécurité internationale ? Photo : Eric Yeich



vent, on se concentre sur les relations économiques. Les plus de 1000 bases militaires auxquelles les USA ont accès ou qui sont dirigées par les Américains eux-mêmes sont rarement mentionnées. Les États-Unis ont modernisé le lien entre politique étrangère et armée, un fait qui nous concerne tous et que Biden ne pourra pas changer si rapidement.

Trump n'entrera pas dans l'histoire comme un président qui aurait fait des États-Unis un pays qui désamorce les conflits ou qui promeut la paix. Au contraire, sa politique a alimenté les conflits déjà existants et compliqué les efforts diplomatiques. Il a également contribué à l'accroissement de l'armement nucléaire entre autres, au niveau international. Beaucoup d'espoirs légitimes reposent sur l'administration Biden/Harris, afin qu'elle revienne sur un renforcement international. Cela est-il suffisant ? Dans un essai, Biden écrivait qu'il voulait que les États-Unis regagnent en influence à l'international. Il souligne certes l'importance du respect des institutions et des processus démocratiques ainsi que de la collaboration internationale. Toutefois, Biden ne devrait pas avoir grand intérêt à réduire la puissance militaire des USA. Car le Pentagone ne pourra pas changer de discours et de stratégie d'un jour à l'autre. Par ailleurs, la Chine, la Russie et l'Irak ainsi que la guerre contre le terrorisme ne perdront pas en importance pour le nouveau cabinet. Il serait donc surprenant que le budget du Pentagone (700 milliards) soit réduit.

Le gouvernement Biden/Harris amène un changement de style. Or, nous ne savons pas encore si nous pouvons avoir des raisons de jubiler en ce qui concerne la politique de sécurité. Car, même si Biden n'a pas de motifs secrets, il est fort probable que l'idée de sécuriser, d'étendre et de défendre le libre-échange et la démocratie par des moyens militaires soit plus forte que toute présidence.

SIPRI

Les géants de l'armement vendent toujours plus

L'institut de recherche suédois SIPRI a publié des nouveaux chiffres au sujet des ventes à caractère militaire des plus grandes entreprises d'armement au monde. Entre 2018 et 2019, les ventes d'armes des 25 géants de l'armement ont augmenté de 8,5%. Pour la première fois, des données sur les entreprises chinoises sont à disposition. L'internationalisation grandissante des entreprises de l'armement a elle aussi été mise en évidence.

THOMAS BRUCHEZ

En 2019, les 25 plus grandes entreprises d'armement au monde ont vendu à elles seules du matériel de guerre pour un montant de 361 milliards de dollars. Cela constitue une augmentation de 8,5% par rapport à l'année précédente. Le classement reste largement dominé par les entreprises étatsuniennes. Ainsi, 12 de ces 25 géants, dont l'entièreté du Top 5, viennent des États-Unis. Cela correspond à 61% des ventes du Top 25.

L'ÉMERGENCE DES ENTREPRISES CHINOISES

La grande nouveauté dans les chiffres publiés par SIPRI réside dans la présence d'entreprises chinoises, pour lesquelles on ne disposait pas de données jusqu'ici. Quatre entreprises chinoises figurent dans le classement, dont 3 entreprises dans le Top 10. En tout, 16% des ventes d'armes des entreprises figurant dans ce Top 25 viennent d'entreprises chinoises.

UNE PRÉSENCE GRANDISSANTE À L'INTERNATIONAL

Un autre élément mis en évidence par l'institut de recherche réside dans la présence de ces grandes entreprises d'armement au niveau international. Ainsi, elles sont implantées dans pas moins de 49 pays. Les deux entreprises les plus internationalisées sont Thales et Airbus, présentes dans 24 pays chacune. En ce qui concerne les pays d'accueil de ces filiales transnationales de l'armement – en excluant l'Amérique du Nord et l'Europe, c'est l'Australie qui emmène ce classement (38 filiales). Suivent l'Arabie Saoudite (24), l'Inde (13), Singapour (11), les Émirats arabes unis (11) et le Brésil (10), soit autant de pays connus pour leur violations des droits humains et – pour l'Arabie Saoudite et

les Émirats arabes unis – leur implication dans la guerre au Yémen, considérée comme la plus grande catastrophe humanitaire du 21e siècle. Cette implantation est inquiétante mais peu surprenante. En effet, les pays autoritaires et ceux engagés dans un conflit armé constituent logiquement de juteux marchés pour les entreprises de l'armement, marchés auxquels une implantation locale facilite l'accès.

Si les géants de l'armement vendent toujours plus, cela signifie aussi que les États achètent toujours plus de matériel de guerre. Alors que l'année 2020 a mis en évidence l'impact catastrophique des mesures d'austérité dans le domaine de la santé et l'importance de consacrer davantage de moyens, ces dépenses grandissantes pour l'armement constituent un obstacle clair à cet objectif. En 2021, revendiquons haut et fort : des soins, pas des armes !

ANALYSE

Les avions de combat font décoller la participation aux votations

Un nombre surprenant de votant-e-s ont été mobilisé-e-s par les trois dernières votations sur les avions de combat. Comment expliquer ce phénomène ? JOSEF LANG

Parmi les 146 journées de votations des 50 dernières années, celle du 27 septembre 2020 a connu la cinquième plus forte participation avec 59,4%. Depuis 1971, trois des onze scrutins avec le plus grand taux de participation portaient sur les avions de combat. Le 6 juin 1993 (Stop F/A-18), ce dernier était de 55,6%, le 18 mai 2014 (Gripen) de 56,3%. Dans le top 3 des sujets en matière de participation depuis l'introduction du droit de vote des femmes, nous constatons que les objets suivants ont le plus échauffé le plus les esprits : l'adhésion à l'EEE (1992, 78,7%), l'« emprise étrangère » (1974, 70,3%) et la Suisse sans armée (1989, 69,2%).

Les affaires étrangères, les étrangers et l'armée : voici trois sujets d'indentification fondamentaux au sein de la population suisse, qui mobilisent autant le camp du OUI que celui du NON. Ainsi, l'initiative de mise en œuvre de 2016 a été fortement rejetée parce que la mobilisation des opposant-e-s était plus forte que celle de la base de l'UDC. Toutefois ces sujets n'attirent pas nécessairement l'intérêt de la population à chaque fois, comme le montre le taux de participation lors du vote sur la réforme de l'armée en 2003 et sur l'abrogation du service militaire obligatoire – il se situait en dessous de 50% dans les deux cas.



La votation sur l'achat de nouveaux avions de combat a poussé un nombre exceptionnel de personnes à se rendre aux urnes. Photo : GSSA

GRAND NOMBRE DE SIGNATURES

Les avions de combat, eux, ne laissent personne indifférent, que ce soit du côté des partisan-ne-s de l'armée ou de ses opposant-e-s. Or, depuis une dizaine d'années, la participation plus critique et plus forte des femmes fait bouger les choses en notre faveur. Cette mobilisation constante qu'entraîne l'achat d'avions de combat est observable dès la phase de récolte de signatures : en mai/juin 1992, il avait fallu 32 jours au GSSa pour récolter 503'719 signatures pour une Suisse sans nouveaux avions de combat. Lors du référendum sur l'achat du Gripen, nous avons obtenu le double du nombre de signatures requises, et ce malgré le froid hivernal. Enfin, ce printemps, en pleine pandémie, plus de 90'000 personnes ont signé le référendum.

Pourquoi les avions de combat déchaînent-ils autant les passions ? Leur prix joue certainement un rôle important. En effet, ils sont onéreux à l'achat, à l'entretien et à la mise à jour. Viennent s'ajouter à cela la pollution sonore et atmosphérique ainsi que le fait qu'ils soient le seul aspect de l'armée sur lequel la population peut se prononcer. Leur nécessité et leur utilité reste en outre difficile à justifier, mis à part pour la police aérienne.

Mais les avions de combat sont surtout la partie la plus visible de l'armée. Ainsi, ils représentent la cible idéale pour tous les hommes et femmes

(ces dernières étant plus nombreuses) qui sont sceptiques face à l'armée pour des raisons pacifistes, féministes et/ou antiautoritaires. Les forces aériennes sont en même temps l'aspect le plus concret et le plus controversé de l'armée – les personnes en faveur de celle-ci ont donc doublement intérêt à défendre les avions de combat.

NOUS AUSSI, NOUS AVONS LE VENT EN POUPE

Malgré tout, l'Armée suisse ne peut pas être réduite aux forces aériennes. Elle n'est pas seulement l'objet de discussions techniques ou liées au personnel, elle a également une valeur symbolique. Ainsi, un tiers des personnes qui ont voté contre les nouveaux avions de combat ne sont pas prêt-e-s à abolir complètement l'armée, du moins pas pour l'instant. La raison principale n'a rien de rationnel mais vient plutôt d'un besoin émotionnel de sécurité. C'est à ce dernier que cherchent à répondre les scénarios absurdes, répandus récemment par la NZZ notamment. Ils n'auront toutefois pas été d'une grande utilité pour l'armée de l'air, l'incursion non autorisée dans l'espace aérien par la Turquie semblant trop grotesque pour être crédible.

Quelles sont les conséquences de cette ambivalence pour notre engagement ? Les avions de combat ont toujours été et resteront l'un de nos sujets principaux. Nous continuons donc à nous diriger patiemment vers une Suisse sans armée, propulsés par l'antimilitarisme et le pacifisme et en s'appuyant sur le vent favorable que nous apportent, entre autres, les mouvements féministe et climatique.

ANALYSE

Comment la politique de sécurité bourgeoise met en danger notre pays

Quels sont les risques auxquels la Suisse est exposée ? C'est sur cette question que 298 expert-e-s venu-e-s des sciences et des secteurs privés et publics se sont penché-e-s, sur un mandat de l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP). Le rapport qui en résulte offre des perspectives intéressantes. MARTIN PARPAN

L'Analyse nationale des risques 2020 contient une liste de 44 dangers, répartis en trois catégories, « nature », « technique » et « société ». Pour chaque danger, la probabilité qu'il survienne et l'ampleur des dégâts qu'il pourrait causer sont établis. Ainsi, une pénurie d'électricité représente la menace la plus probable. Même si celle-ci ne devait durer que quelques jours, les conséquences économiques seraient immenses. Si la situation perdurait, elle serait fatale, compte tenu du degré de digitalisation en Suisse : des chaînes d'approvisionnement seraient interrompues, des hôpitaux ne fonctionneraient plus et la communication serait perturbée. D'autres dangers importants sont les tremblements de terre, les inondations, les tempêtes, les vagues de chaleur, ainsi que les pandémies de grippe. L'analyse de risque évalue également la probabilité d'attaques planifiées. Ainsi, des attaques au moyen d'agents chimiques ou encore des cyberattaques seraient plutôt ou partiellement probables, selon les expert-e-s. En lisant ce rapport, on se demande bien où se trouvent les fameux « conflits armés » desquels l'armée veut nous protéger avec ses arsenaux d'armes. Selon les expert-e-s, les conflits armés deviendront certes

plus fréquents aux confins de l'Europe, mais il est peu probable que la Suisse en soit elle-même victime. Il s'agit là d'une observation intéressante, puisqu'elle vient de l'Office fédéral pour la protection de la population. Elle sera certainement affligeante pour les partisan-ne-s d'une défense armée. À quoi peut-on s'attendre ?

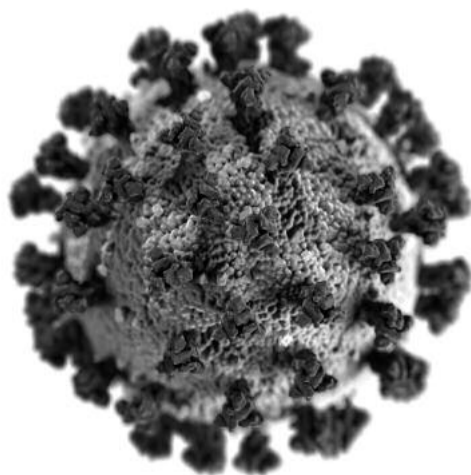
Ils invoqueront certainement leur argument standard « Personne ne peut prédire l'avenir. Mieux vaut donc se protéger, plutôt que de ne rien faire. »

DANGEREUSE IGNORANCE

En ce qui concerne la sécurité, cette logique de la protection à tout prix est toutefois erronée. Car pour se protéger, il faut investir. Ainsi, la politique de sécurité est toujours également une politique d'investissement. Et si l'on veut investir, il faut définir des priorités. Si ces dernières sont

mal définies, il manque de l'argent pour combattre les véritables dangers, ce qui nous met toutes et tous en danger. Une politique de sécurité digne de ce nom devrait prévoir d'investir dans le tournant énergétique et non dans des avions de combat, dans des respirateurs et non dans des grenades, dans le personnel de santé et non dans les soldats, et privilégier l'intégration aux barbelés. Mieux vaut nous protéger contre les inondations que protéger nos frontières, mieux vaut construire des protections paravalanche que de nouvelles casernes. Une protection militaire du pays n'a tout simplement pas sa place dans cette logique. En effet, la pandémie actuelle nous a bien montré les conséquences d'une négligence des risques réels. Nous ne disposons pas de matériel de protection suffisant et n'étions pas en mesure d'en fabriquer en nombre suffisant. Les soins intensifs ne disposaient que de très peu de lits supplémentaires. Pourtant, selon les auteur-trices de l'analyse de risque de 2015, une pandémie représentait un danger très probable. Il serait certes trop simple de dire qu'il y avait des signes avant-coureurs clairs pour la crise sanitaire que nous vivons. Néanmoins, il est inacceptable qu'entre 2015 et le début de la pandémie, les dépenses pour l'armée s'élevaient à 20 milliards, alors que des dangers tels que les pandémies étaient ignorées.

Pour conclure, il est temps que ce soit aux partisan-ne-s d'une défense militaire de se justifier, et non plus aux opposant-e-s. En effet, les fanatiques de l'armée et le lobby de l'armement font partie des responsables du fossé entre notre politique de sécurité et la réalité du terrain. Et ceci pourrait avoir de lourdes conséquences.



Même le meilleur système d'armes ne peut rien contre le coronavirus. Photo : CDC sur Pexels.

LA DERNIÈRE

Secrétariat

Au revoir Aline et Laura, et merci pour tout !

En ce début d'année 2021, deux de nos secrétaires politiques – Aline Bressoud et Laura Riget - quittent l'équipe de secrétariat du GSSA pour voguer vers de nouveaux horizons. Toutes deux ont énormément apporté au GSSA. Nous leur souhaitons plein succès dans leurs engagements futurs ! THOMAS BRUCHEZ

Durant deux ans, Aline Bressoud a travaillé au secrétariat de Genève. Dès son entrée en fonction, elle a contribué à relancer le groupe régional vaudois du GSSA. Dans le cadre de la votation sur les nouveaux avions de combat, elle a contribué à faire entendre la voix du NON en Romandie, organisant une campagne remarquable dans les cantons de Neuchâtel et Vaud. Rebelotte deux mois plus tard avec l'initiative contre le commerce de guerre. En deux ans, de l'envoi du matériel du shop du

GSSA à l'organisation d'actions – à la dernière minute, en passant par la réalisation de longues et précieuses recherches, Aline a vraiment fait de tout, avec brio. En somme, si aujourd'hui le GSSA a regagné en importance en Romandie, c'est en grande partie grâce à elle.

En ce qui concerne Laura Riget, c'est un peu plus d'an qu'elle a passé au sein du secrétariat zurichois du GSSA. Mais quelle année ! L'année 2020 a certainement été l'une des années les plus intenses de l'histoire du GSSA

et si nous sommes parvenu-e-s à rester à flot, Laura y est pour quelque chose. Dotée de capacités organisationnelles exceptionnelles, elle a énormément apporté à la campagne contre les nouveaux avions de combat. En plus de cela, Laura a suivi pour nous toute l'actualité parlementaire en matière de politique de sécurité, a accompli plusieurs tâches administratives essentielles au sein du secrétariat et a prodigué de précieux conseils à de nombreuses recrues.

Ce serait un mensonge que de dire que nous ne sommes pas attristé-e-s par ces deux départs. Mais c'est ainsi, toute bonne chose a une fin. Alors encore une fois, merci pour tout Aline et Laura, et bon vent !

GREGOR, les histoires de l'arme aventureuse



Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook. www.facebook.com/gregor.gewehr



TALON DE COMMANDE

Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total	Nom
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.–		Prénom
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.–		Rue
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.–		N°
	T-Shirt «If war is the answer...»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	blanc	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.–		NPA
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.–		Lieu
	Jeu de cartes GSSA				Fr. 5.–		Tél.
	Kit de survie				Fr. 60.–		E-mail
	Autocollant				gratuit		
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.–		
	Couteau de poche «GSSA»				Fr. 25.–		
	Drapeaux PACE				Fr. 12.–		
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.–		
	Frais de port					Fr. 4.80	
Somme totale de la facture							

Commande: GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, gssa@gssa.ch